

Appel d'offres ouvert
sur offres de prix
Appel d'offres ouvert
sur offres de prix
règlement de la consultation

N° 05/2017/CAM

Date de séance de remise des offres DU

09 MARS 2017 A 10h00 dix heures

ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX DE
PROJETS DE VOIRIES A LA COMMUNE

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PERFECTURE D'INZEGANE AIT MELLOUL
COMMUNE D'AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **Etudes Techniques Et Suivi Des Travaux De Projets De Voiries A La Commune Ait Melloul – Préfecture Inzegane-Ait Melloul**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité, toute disposition contraire au décret n° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349.

Article 2 : Cautionnement provisoire

Le Cautionnement provisoire est fixé à **dans l'avis d'appel d'offres**

Article 3 : Maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offre est **Commune AIT MELLOUL**.

Article 4 : langue de communication

L'offre préparée par les BET ainsi que toutes correspondances et tous les documents concernant l'offre en question, échangée entre les BET et la Commune d'AIT MELLOUL seront rédigés en langue française, seule langue de travail.

Les plans, documents et pièces écrites doivent utiliser exclusivement le système métrique et les unités qui s'y rattachent, à l'exception éventuellement des catalogues et brochures.

Article 5: Conditions requises des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

- **5-1)) Seules Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent décret, les personnes physiques ou morales, qui :**
- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement;
- sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

- **5-2)) Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :**

- Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :
- - les personnes en liquidation judiciaire ;
- - les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- - les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 ci-dessous.
- - les personnes visées à l'article 65 de la loi organique n° 113-14 relatifs aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 en date du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) pour les marchés des communes ;
- - les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de Passation de marchés.

Article 6 : Liste des pièces A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité :

A fournir par les concurrents sont :

1-Un dossier administratif comprenant :

I/ Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique timbrée, cacheté et signé par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet, comportant les mentions prévues par l'article 26 du décret n° 2-12-349 précité ; (*)
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu ; Conformément au modèle prescrit par la circulaire du premier ministre n° 72/CAB du 26/11/1992.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret N° 2-12-349 précités ;

- c) Pour les groupements, Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévues par l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

II/ Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 :

- 1- La ou les pièces ou leur copie certifiée conforme justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent conformément aux dispositions de §-2-a de l'article 25 du décret n° 2-12-349 : (*)
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune Pièce n'est exigée ;
 - - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - § Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique;
 - § Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale;
 - § L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- 2- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué, les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité .Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par de la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre

chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le Dahir portant loi n°1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27/07/1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

- 3- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur. **ou sa copie certifiée conforme à l'originale(*)**

NB : Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphes 3, 4 et 6 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

2-Un dossier technique comprenant :

a- Une note indiquant les moyens humains et techniques des concurrents ; le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qui l'a exécutée ou à l'exécution desquelles il a participé . (cette note doit être signée et cachetée par le concurrent

b- Les attestations délivrées par les hommes l'art sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés des dites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations. Le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

En plus de ces documents les concurrents doivent présenter

c- le certificat d'agrément, ou sa copie certifiée conforme à l'originale, délivrée par le Ministère de l'équipement des transports et de la logistique comportant les domaines d'agrément suivant :

- D4 : routes autoroutes, transport
- D14 : calcul de structures pour bâtiments à tous usages .
- D17 : voirie, réseaux d'assainissement et eau potable.

Les offres des concurrents qui présentent un certificat d'agrément dont la date d'échéance est expirée et ne précise pas le domaine d'agrément exigé sera écartée.

Et ce Conformément aux dispositions du décret n° 2-98-984 du 4 hja 1419 (22 mars 1999) instituant, pour la passation de certains marchés de services pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre. Et de l'Arrêté du ministre de l'équipement et des transports et logistiques n° 2053-13 du 19 chaabane 1434(26 juin 2013) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret n° 2-98-984 précités. Complété par l'arrêté n°1003-15 DU 20 JOUMAD 1 1436(11 mars 2015)

En cas de groupement

Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités.

3- Une offre technique comprenant :

NB :

- a- La liste de l'encadrement du BET mentionnant, le nom, prénom, ancienneté, expérience, poste dans la société et spécialité de tous les ingénieurs et techniciens du concurrent
 - b- Les CV signés et copies certifiées conformes aux originaux des diplômes des membres de l'équipe.
 - c- Une note relative à la méthodologie et au planning des études.
 - d- Les Bordereaux du dernier trimestre de la CNSS pour les membres de l'équipe du projet.
 - e- L'attestation délivrée par la CNSS faisant apparaître la liste nominative du personnel du concurrent datant de l'année 2016.
 - f- Les relevés bancaires du dernier trimestre faisant apparaître les cotisations de la CNSS, sinon les bordereaux de paiement.
 - g- le contrat ou convention liant le concurrent à un géomètre agréé.
 - h- le contrat ou convention liant le concurrent à un laboratoire agréé.
- Toute offre technique ne présentant pas une et une seule pièce, parmi les pièces énumérées ci-dessus sera écartée.

En cas de groupement

Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités.

4-Pièces complémentaires :

- ❑ Le Cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé sur toutes les pages et signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « **lu et accepté** »
- ❑ Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

NB :* Concernant les organismes publics. Les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25 du décret n° 2-12-349.

*Toute fausse déclaration des attestations entraînera la radiation immédiate de son auteur de la liste des entreprises admises à soumissionner et ce sans préjudice de poursuite judiciaire.

Article 7 : Constitution du dossier d'appel d'offres.

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, Le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres.
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales
- le bordereau des prix- détail estimatif.
- Le modèle de l'acte d'engagement.
- Le modèle de déclaration sur l'honneur.
- Le présent règlement de la consultation.

Article 8 : Modification dans le dossier d'appel d'offres.

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité. Des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres mais Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres. Elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré le dit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres (paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349).

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'alinéa 3 paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349 précité.

Article 9 : Consistance des travaux.(voir le CPS)

Article 10 : Retrait et téléchargement des dossiers d'appel d'offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureau (x) indiqué dans l'avis d'appel d'offres et ce dès la première parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévus à l'article-20 du décret n°2-12-349 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est mis gratuitement à la disposition des concurrents conformément au paragraphe-5 de l'article-19 dudit décret.

Le dossier d'appel d'offres est aussi téléchargeable à partir du Portail des Marchés Publics: **www.marchéspublics.gov.ma**.

Article 11 : Information des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article **22** du décret **n° 2-12-349** précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant l'appel d'offres ou des documents y afférent. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissements ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. IL est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Article 12 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents.

1-Contenu des dossiers.

Conformément aux dispositions de l'article **27** du décret **n° 2-12-349** précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé, les dossiers :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 6 ci-dessus)
- Un dossier technique précité (Cf. article 6 ci-dessus)
- Une offre technique précitée (Cf. article 6 ci-dessus)
- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé et cacheté sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet . (Cf. article 6 ci-dessus)
- **Une offre financière comprenant :**

Conformément aux dispositions de l'article-27 du décret n°2-12-349 précité, chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant:

- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché conformément aux conditions prévus au CPS en un seul exemplaire établi conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et **au modèle figurant au dossier du présent appel d'offres** ;cet acte d'engagement dûment rempli, comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) , signé et cacheté par le concurrent et ou par son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 Ci-dessous, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour Représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres
- Le bordereau des prix- détail estimatif, demandé dans le dossier d'appel d'offres établi conformément aux dispositions du paragraphe (b) de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et au modèle figurant au dossier du présent appel d'offres ;ce bordereau des prix- détail estimatif dûment rempli , est signé et cacheté par le concurrent et ou par son représentant habilité
- les prix unitaires et le montant total en du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

2-Présentation des dossiers des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté et bien fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le **pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis** ».

Ce pli contient trois enveloppes distinctes comprenant :

la première enveloppe : contient les pièces des dossiers administratif et technique, Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé, signé et cacheté sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet et à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté ». Le cahier des prescriptions spéciales, présenté par un groupement doit être signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations Légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette enveloppe doit être cachetée et fermée et porter de façon apparente, , la mention « dossiers administratif et technique » ;

La deuxième enveloppe : contient l'offre financière du concurrent. Cette enveloppe doit être cachetée et **fermée** et porter de façon apparente, la mention « offre financière » ;

La troisième enveloppe : contient les pièces de l'offre technique du concurrent. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « **offre technique** »

Ces trois enveloppes indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent
- l'objet du marché
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis

En cas de groupement

- **Au présent article 10 , Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités .**

Article 13 : Dépôt des plis des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349, les plis sont au choix des concurrents :

- *Soit les déposés sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;*
- **Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04 Septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés public**
- *Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;*
- *Soit remis sur support papier, séance tenante, au président de bureau d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.*

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis. A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Article 14 : Retrait des plis.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 13 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixés à l'article 31 du décret n° 2-12-349.

Article 15 : Ouverture des plis.

L'ouverture des plis sera en séance publique et aura à la date et le lieu indiquée dans l'avis d'appel d'offres

Article 16 : Délai de validité des offres :

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur plis dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **Soixante quinze (75)** jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

Article 17 : appréciation des dossiers administratifs et techniques des concurrents **Critères d'évaluation des offres :**

17-1 Première phase : Évaluation du dossier administratif et technique :

La commission d'ouverture des plis examinera les pièces concernant les dossiers administratifs et techniques présentés et arrêtera la liste des candidats dont les dossiers administratifs sont conformes aux dispositions prévues par le présent règlement.

Tout dossier ne respectant pas les conditions demandées sera écarté à ce stade.

L'ouverture des plis et l'examen des dossiers administratifs et techniques seront effectués conformément aux dispositions de l'article-36 du décret n°2-12-349 précité.

17-2 Deuxième phase : Analyse et évaluation des offres techniques.

Seules Les offres admissibles à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et technique sont examinées conformément aux dispositions de l'article 154, paragraphe B, du décret n° 2-12-349. Premièrement, du point de vue de la qualité technique, et deuxième du point de vue financière.

L'évaluation de l'offre technique sera faite par l'attribution d'une note technique de **100 points** qui se décompose comme suit :

• 17-2-1 Critère d'appréciation du responsable, gérant du BET (30 points au Maximum) N1

Expérience du Gérant de B.E.T Mandataire (notée sur **30 points au maximum**)

L'appréciation du responsable, gérant de BET ou Mandataire est évalué pour son profil exigé dans la profession d'expertise et d'étude technique :

*Le gérant doit être un Ingénieur d'état en Génie civil:

- Année d'expérience.

- moins de 10 ans 0.5 points pour chaque année d'expérience.
- de 10 à 15 ans compris....01 points pour chaque année d'expérience.
- Plus de 15 ans 02 points pour chaque année d'expérience.

• 17-2-2 Critère d'appréciation de l'encadrement du BET (30 points au maximum) / N2

L'appréciation de l'encadrement du BET est évaluée selon le nombre d'ingénieurs et de techniciens travaillant pour le BET.

- Année d'expérience.

- moins de 5 ingénieurs et techniciens 0 points
- de 5 à 12 compris d'ingénieurs et techniciens10 points
- Plus, strictement, de 12 ingénieurs et techniciens 30 points

Tous BET disposant de moins de trois (3) ingénieurs, ou n'ayant pas au moins un ingénieur en génie civil, un second ingénieur en géotechnique et un troisième en génie électrique ou énergétique, sera noté 0 points même si le nombre d'ingénieurs et de techniciens dépasse 12.

• 17-2-3 Ancienneté du B.E.T (10 Points au Maximum) : N3

L'ancienneté du B.E.T Mandataire soumissionnaire du Présent appel d'offre:

- Année d'expérience.

- Expérience du concurrent :
 - moins de 5 ans.....03 points.
 - de 5 à 10 ans compris.....05 points.
 - Plus, strictement, de 10 ans10 points.

• 17-2-4 Attestations de bonne fin dans le domaine similaire au présent projet, On notera les attestations selon la méthode suivante plafonné à (20 points au Maximum) : N4

Les attestations de références techniques de voirie, routes ou aménagements publics, délivrées par les maîtres d'ouvrage ou les départements publics seront évalués comme suit :

01 point par attestation.

- **17-2-5 Méthodologie et Planning On notera comme suit : (noté sur 10 points au maximum):N5**

Méthodologie et Planning :

- Répondant **parfaitement** aux termes de références sont évaluées **Très bien : 10 points**
- Répondant **moyennement** aux termes de références sont évaluées **Moyenne : 05 points**
- Répondant **partiellement** aux termes de références sont évaluées **faible : 02 points.**
- **Ne répondant pas** aux termes de références sont évaluées **Nul : 0 points.**

Note technique : est l'addition des notes suivante :

1. **Note d'Expérience du Gérant de B.E.T = N1**
2. **Note l'appréciation de l'encadrement = N2**
3. **NOTE Ancienneté et Expérience du B.E.T = N3**
4. **Note pour l'Attestations de bonne fin = N4**
5. **Note Méthodologie et Planning = N5**

$$NT = N1 + N2 + N3 + N4 + N5$$

Les notes globales ainsi déterminés pour chaque concurrent seront classées par ordre décroissant. toutes les offres qui obtiennent **une note technique(NT) inférieure strictement à la note fixée à 75 points. Seront écartées.**

17-3 Troisième phase : Évaluation financière :

Seules les offres financières des BET admissible à la **Deuxième phase** lors de l'évaluation technique seront retenues et analysées.

- **L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points ;**

les autres offres seront affectées chacune d'une note calculée par l'application de la formule suivante :

$$NF = 100 \times Md/M$$

Soit :

Md : le Montant de l'offre la moins distante.

M : le Montant de l'offre considérée.

NF : la note financière qui sera attribuée à l'offre considérée

Les offres des concurrents non installés au Maroc seront majorées, le cas échéant, par l'application du taux indiqué à l'article 16 du présent Règlement.

Les notes technique et financière obtenues pour chaque concurrent seront ensuite pondérées pour déterminer la note globale (NG) tout en avantageant la qualité de l'offre technique sur l'élément prix selon la formule suivante :

$$NG = 0,80 NT + 0,20 NF$$

NG : la note tecno-financière.

L'offre La Plus Avantageuse Sera l'offre ayant obtenue la meilleure note technico-financière La Plus Elevée dans les conditions prévues à l'article 154 du décret n° 02-12-349.

→ **désigné par La Note Globale. NG**

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes (**même note techno-financière**) , tous éléments considérés, la commission, pour départager les concurrents, procède entre eux à un tirage au sort pour leur classement. conformément à l'article 40(b) du décret n° 02-12-349.

Article 18: Libellé de la monnaie.

Conformément aux dispositions de l'article-18 paragraphe-3 du décret n° 02-12-349 précité, le Dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentée par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère **convertible**. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédent celle du jour d'ouverture des plis donné par **Bank Al-Maghrib**.

Article 19: Langue de rédaction des pièces.

La langue par laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française.

Article 20: Préférences en faveur de l'entreprise nationale

Conformément aux dispositions de l'article **155** du décret **n°2-12-349** précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de quinze pour cent (15%).

En cas de groupement comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliquée à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas les groupements concernés doivent fournir, dans le plis contenant l'offre financière visé à l'article **40** du décret **n° 2-12-349** précité et rappelé à l'article 12 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE
LE PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNE D'AIT MELLOUL

FAIT A AIT MELLOUL LE

Article 18: Libellé de la monnaie.

Conformément aux dispositions de l'article-18 paragraphe-3 du décret n° 02-12-349 précité, le Dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentée par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère **convertible**. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédent celle du jour d'ouverture des plis donné par **Bank Al-Maghrib**.

Article 19: Langue de rédaction des pièces.

La langue par laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française.

Article 20: Préférences en faveur de l'entreprise nationale

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n°2-12-349 précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de quinze pour cent (15%).

En cas de groupement comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliquée à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas les groupements concernés doivent fournir, dans le plis contenant l'offre financière visé à l'article 40 du décret n° 2-12-349 précité et rappelé à l'article 12 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE
LE PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNE D'AIT MELLOUL

FAIT A AIT MELLOUL LE



الحسين الحسني
Lahoucine EL ASSNI
رئيس مجلس جماعة أيت ملول
Le Président du Conseil de la
Commune d'Ait Melloul